



HAL
open science

Concilier rigueur scientifique et engagement

Laurent Beauguitte

► **To cite this version:**

Laurent Beauguitte. Concilier rigueur scientifique et engagement. Fabrice Argoulès. Géographies du politique, Atlande, pp.417-421, 2022, 978-2-35030-738-1. hal-03573027

HAL Id: hal-03573027

<https://hal.science/hal-03573027>

Submitted on 14 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CONCILIER RIGUEUR SCIENTIFIQUE ET ENGAGEMENT

Laurent Beauguitte

Les polémiques sont fréquentes sur le positionnement politique des chercheurs et chercheuses en sciences sociales régulièrement accusé.es de promouvoir la culture de l'excuse ou suspecté.es d'« islamo-gauchisme » (encadré 1). Imaginer une recherche neutre, objective, détachée de tout positionnement politique paraît difficile, tant en raison de nos propres idéaux que du fonctionnement de la recherche contemporaine. Un éventuel engagement n'est pourtant pas contradictoire avec la rigueur scientifique. Les démarches de plus en plus encouragées de science ouverte constituent un moyen possible permettant de concilier engagement personnel et pertinence de la recherche.

Ce chapitre ne saurait prétendre examiner la diversité des liens entre recherche scientifique et engagement politique et les éléments qui suivent ne sont pas propres à la seule géographie. Cette dernière est pourtant particulièrement concernée par ces enjeux dans la mesure où elle entretient des liens évidents avec certaines formes de pouvoir (aménagement, géopolitique, géographie électorale, etc.).

1. Une neutralité illusoire

1.1 Sur *Le savant et le politique*

Dans deux conférences prononcées en 1917 et 1919, le sociologue Max Weber plaide pour ce qu'il nomme la « neutralité axiologique » du chercheur : le savant n'a pas à prendre position dans le monde social et doit viser une compréhension complète des faits étudiés. Raymond Aron, qui préface longuement la traduction de ces conférences en 1959, prônait une démarche similaire. Certains géographes contemporains affichent la même ambition, comme Lionel Laslaz qui défend une « posture déglagée » (2017).

La notion de neutralité axiologique est peu revendiquée aujourd'hui, que ce soit en géographie ou dans les autres sciences sociales pour des raisons complémentaires. Toute recherche s'inscrit dans une trajectoire individuelle et universitaire qui est nécessairement située, y compris politiquement. Comme l'indique justement Robert Ferras, « aucun chercheur ne parvient tout à fait à se débarrasser d'un ensemble culturel fait de croyances, de valeurs, de doutes et de certitudes, d'idées reçues et de modes » (1992).

Encadré : Quand la droite attaque les universitaires

Si le militantisme autonome et d'extrême-gauche est généralement très critique sur le rôle des universitaires, volontiers taxé.es de « socio-flics », les attaques les plus récentes sont issues essentiellement de la droite du spectre politique. Trois accusations reviennent régulièrement, y compris au plus haut niveau de l'État : promouvoir la *cancel* culture, la culture *woke* et l'« islamo-gauchisme ».

La *cancel* culture désigne la culture de la dénonciation, qu'il s'agisse de faits récents (mouvement *MeToo*) ou anciens (demander à retirer une statue de Colbert en raison de son esclavagisme). En France, elle est essentiellement portée par des collectifs et des associations et peu par des universitaires.

Woke signifie éveillé et dans le cadre universitaire, il s'agit de désigner les personnes conscientes de la pluralité des oppressions subies par certaines catégories d'individus (femme racisée homosexuelle par exemple). Étudier cette pluralité d'oppressions est appelé intersectionnalité.

Le terme d'« islamo-gauchiste », sensé désigner une alliance entre extrême-gauche et islam politique conservateur, est davantage un révélateur des crispations françaises sur la place de l'islam dans la société qu'un terme ayant une quelconque valeur scientifique.

De plus en plus de travaux de géographes contemporains prennent en compte les situations de domination multiple (voir par exemple les travaux de Camille Schmoll sur les femmes migrantes, 2020) mais la place de ces enseignements dans les cursus universitaires reste extrêmement minoritaire.

Le choix des concepts et des références théoriques n'est pas politiquement neutre. Si l'on choisit de travailler sur le phénomène de métropolisation, prendre comme cadre théorique la vision libérale d'un Jacques Lévy ou d'un Michel Lussault ne produira pas les mêmes résultats que si on s'inscrit dans une perspective marxisante inspirée de David Harvey et de Mike Davis. Dans le premier cas, l'accent sera mis sur les circulations, les échanges, l'émergence de l'objet Monde dans les représentations ; dans le deuxième, les phénomènes de gentrification et d'inégalités socio-spatiales croissantes seront au cœur de l'analyse (Clerval, 2020).

1.2 Le choix des objets

Si le parcours socio-spatial et intellectuel du chercheur ou de la chercheuse a une influence sur sa vision du monde et donc sur sa production scientifique, les questions de recherche ne sont pas non plus neutres. Le choix des objets traités en géographie humaine peut souvent permettre de deviner les orientations politiques du chercheur ou de la chercheuse. Il n'existe pas de géographe d'extrême droite travaillant sur la gestion des « indésirables » en milieu urbain ou sur les trajectoires des migrant.es cherchant à rejoindre l'Europe. Les personnes travaillant sur les zones à défendre, tout du moins celles qui sont allées enquêter sur place, à Notre-Dame-des-Landes ou ailleurs, ont souvent une forte sympathie pour ces terrains (Barbe, 2016).

Le rôle croissant de la recherche dite sur projet joue un rôle important dans le choix et le traitement des questions de recherche. Les questions que l'on se pose à un moment donné dans une discipline donnée sont en partie le reflet des sociétés dans lesquelles on vit. Au niveau national et européen, il est des sujets de recherche « à la mode » (migrations et terrorisme en 2015, Covid en 2020 par exemple) et le fait de chercher à obtenir des financements implique 1. que l'on reconnaît la légitimité scientifique de ces questions et 2. que l'on accepte plus ou moins implicitement de s'interdire certaines hypothèses de recherche. Il serait par exemple impensable d'imaginer un projet financé par l'UE visant à mettre en évidence les éventuels effets positifs du Brexit... Enfin l'armée, la filière nucléaire, les grands groupes industriels financent de nombreuses thèses en sciences sociales et que la liberté de la recherche est en partie contrainte par l'origine des financements.

Que la recherche en sciences sociales soit en partie déterminée par les choix du chercheur ou de la chercheuse et par les préoccupations politiques du moment ne suffit pourtant pas à disqualifier les résultats obtenus. Engagement personnel et exigence scientifique ne sont en effet pas incompatibles.

2. L'engagement comme obstacle à l'exigence scientifique ?

2.1 Des liens d'intensité variables entre idéologie et recherche

Le lien entre positionnement politique du chercheur ou de la chercheuse et production scientifique est parfois peu perceptible : dans la géographie française des années 1950-1960, nombre d'universitaires sont membres du PCF (Bataillon, 2006) sans que cela n'impacte leurs

recherches, les références au marxisme étant rares. Le développement d'une géopolitique tiers-mondiste par Yves Lacoste dans les années 1970, l'essor d'une géographie radicale puis d'une géographie critique dans le monde universitaire anglophone (Gintrac, 2012) ont montré qu'il était possible de concilier prise de position et recherche de qualité. Deux conditions apparaissent nécessaires pour concilier ces deux aspects : expliciter son éventuel positionnement politique et les choix conceptuels qu'il implique ; détailler ses choix méthodologiques pour ne pas transformer ses travaux en boîte noire. On peut également travailler sur des objets qui nous intéressent d'un point de vue scientifique sans qu'ils aient la moindre importance dans notre vie personnelle. Le lien éventuel entre recherche et engagement ne concerne donc pas l'ensemble des travaux géographiques.

2.2 Dire d'où l'on parle et détailler ses choix

L'un des moyens de pallier ce qui peut à première vue paraître comme un problème, à savoir l'inévitable subjectivité du chercheur ou de la chercheuse, est de dire d'où l'on parle et ne pas se poser en expert détaché des idéologies, cette dernière posture étant le meilleur moyen de relayer l'idéologie dominante (Bourdieu, Boltansky, 1976). Expliciter son positionnement politique est aussi un moyen de mettre en garde le lecteur ou la lectrice sur les possibles biais de nos analyses. Cette posture reste relativement peu répandue dans la géographie francophone alors qu'une lecture attentive des articles et ouvrages laisse généralement peu de doute sur le positionnement politique de la personne.

Afin de garantir la pertinence scientifique des analyses produites, il convient d'expliquer le plus clairement possible ses choix méthodologiques et de baser ses travaux sur des données empiriques solides et documentées. La forme privilégiée de valorisation du travail académique en géographie, à savoir l'article dans une revue à comité de lecture, peut constituer un obstacle. En effet, les contraintes liées au format des articles (30 à 50 000 signes le plus souvent) obligent souvent à sacrifier les aspects méthodologiques. Trouver des supports autres pour présenter et justifier ces choix (carnet de recherche, *data paper*) constitue une solution possible. Cette exigence de clarté méthodologique est congruente avec l'importance croissante des démarches de science ouverte.

3. Pour une géographie ouverte

Les injonctions de la part des tutelles (CNRS, universités, etc.) et des financeurs (Agence nationale de la recherche, Union européenne) à la science ouverte (publications et données en accès libre) peuvent permettre de garantir la scientificité des résultats produits en science sociale en général et en géographie en particulier. Les démarches de science ouverte peuvent aussi être le reflet d'un positionnement éthique personnel du chercheur ou de la chercheuse

3.1 Une plus-value évidente

Affirmer comme le fait le *Plan national pour la science ouverte* qu'ainsi la science est « plus cumulative, plus fortement étayée par des données, plus transparente, plus rapide et d'accès plus universel »¹ peut sembler quelque peu exagéré. L'idée de cumulativité est discutable en science sociale ; la recherche n'est pas plus rapide en raison de la détérioration des conditions de travail et de la course aux financements ; le fait que des articles scientifiques soient accessibles ne signifie pas qu'ils soient lus davantage et par un public plus large.

¹ <https://www.ouvrirlascience.fr/plan-national-pour-la-science-ouverte/>, consulté le 8 juillet 2021.

Pourtant, le fait de partager ses données, de détailler les processus de recodage et d'enrichissement de ces données, le fait d'utiliser des logiciels libres et de partager les éventuels codes utilisés, le fait de mettre en accès libre ses publications, tout ce processus permet à la communauté scientifique de vérifier la pertinence des analyses proposées. Être transparent.e sur les données, les traitements et les résultats de la recherche devrait permettre d'éviter les soupçons de produire une recherche non fiable, quel que soit par ailleurs l'éventuel engagement du chercheur ou de la chercheuse.

3.2 Quelques limites

Tout ce qui engage le chercheur ou la chercheuse dans sa corporalité (enquête ethnographique) est parfois difficile à partager (carnets de terrain, photographies), ne serait-ce que pour des raisons de protection des personnes enquêtées. Si les méthodes quantitatives se prêtent volontiers à des formes de recherche reproductible, cela est plus délicat pour les méthodes qualitatives : deux personnes utilisant la même grille d'entretien produiront deux entretiens différents. Cela n'empêche évidemment pas que le partage de cette grille soit utile et nécessaire.

Documenter correctement les choix réalisés pour la collecte et la mise en forme des données utilisées, que ces données soient issues de méthodes quantitatives ou qualitatives, est un processus chronophage et qui reste à ce jour peu valorisé sur le plan académique.

Enfin, il est important de souligner que les données de la recherche n'existent pas à l'état brut dans le monde social ; les données sont toujours des construits élaborés pour répondre à une question de recherche précise. Il est rare que plusieurs géographes se posent exactement les mêmes questions au même moment sur le même terrain et avec le même cadre théorique. Si partager ses données est une pratique de plus en plus répandue, leur réutilisation par d'autres reste rare.

Conclusion

La recherche en géographie n'est pas indépendante des contextes sociaux dans lesquels chercheurs et chercheuses évoluent, elle n'est pas non plus indépendante de leurs opinions personnelles et de leur vécu. Cela n'est pas un obstacle à la scientificité des résultats produits lorsque les choix théoriques et méthodologiques sont explicités. Les démarches de science ouverte peuvent permettre de renforcer cette exigence de transparence et de répliquabilité des résultats. Mais les attaques répétées contre le monde universitaire, dans un contexte où les conditions de travail ne cessent de se dégrader et où la précarité des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche croît d'année en année, ne peut que fragiliser la communauté scientifique.

Références

- Barbe F., 2016, La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique, *Noroi*, 238-239, p. 109-130, <https://journals.openedition.org/noroi/5898>.
- Bataillon C., 2006, « Six géographes en quête d'engagement : du communisme à l'aménagement du territoire. Essai sur une génération », *Cybergeo : European Journal of Geography*, document 341, <http://journals.openedition.org/cybergeo/1739>.
- Bourdieu P., Boltanski L., 1976, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2(2), p. 3-73, https://www.persee.fr/doc/arss_0335-

[5322_1976_num_2_2_3443](#). [La version papier est conseillée, de nombreuses illustrations ne sont pas reproduites sur Persée]

Clerval A., 2016, *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, Paris, La Découverte.

Ferras R., 1992, « Idéologie », In Brunet R., Ferras R., Théry H. (dir.), *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Montpellier / Paris, Reclus / La documentation française, p. 267-268.

Ginrac C., 2012, « Géographie critique, géographie radicale : Comment nommer la géographie engagée ? », *Carnets de géographes*, <https://journals.openedition.org/cdg/1241>.

Laslaz L., 2017, « Jalons pour une géographie politique de l'environnement », *L'Espace Politique*, 32, <http://journals.openedition.org/espacepolitique/4344>.

Schmoll C., 2020, *Les damnées de la mer : femmes et frontières en Méditerranée*, Paris, La Découverte.

Weber M., 1959, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant_politique/Le_savant.html.